
x) document(s)

document(s) :

[s://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/d693699d-613b-4380-ad03-acb615ef6ad4](https://docassas.u-paris2.fr/nuxeo/site/esupversions/d693699d-613b-4380-ad03-acb615ef6ad4)

ns générales

roult, Guillaume

émoire : Lequette, Yves

iversité Panthéon-Assas - Master Droit privé général

on : 30-09-2015

En « contemplant les événements de la vie courante avec un œil de juriste » selon l'expression de Lhering, ce mémoire propose un prisme actuel et en extension de l'étiquetage énergétique des produits sous le prisme de la notion ancienne d'ordre public. L'étiquetage énergétique des produits (produits électroménagers, immeubles, véhicules et services de transport) est issu d'une réglementation qui oblige les producteurs des produits concernés d'afficher sur leur lieu de vente différentes informations environnementales à destination des consommateurs. Ce mécanisme permet d'inciter les consommateurs à orienter leur choix vers les produits les moins polluants et à prendre part à la lutte contre le réchauffement climatique. Notre étude a pour but de démontrer que ce mécanisme, à première vue anodin, provoque un bouleversement des obligations qui va connaître des techniques nouvelles pour promouvoir la protection de l'environnement. En effet, jamais le droit des obligations n'a connu pareil mécanisme : une obligation d'information qui sensibilise son créancier pour que celui-ci poursuive un idéal alors même qu'il n'est pas directement intéressé. Le contrat se retrouve vecteur forcé d'idéaux et est utilisé par l'État pour influencer le comportement de chacun en matière de politique environnementale étatique. On peut dès lors dénombrer quatre types de mutation du droit des obligations : une mutation de forme (la législation ne contraint plus mais propose au consommateur une voie qu'il serait bon de suivre), une mutation du rôle de l'information (sur une information non essentielle pour son créancier), une mutation de la finalité de l'ordre public (naissance d'un ordre public qui obéit à un régime nouveau pour promouvoir des idéaux) et une mutation du rôle du contrat et de sa place dans la société (le contrat devient un instrument de défense de l'intérêt général donnant à chaque contractant un rôle actif dans la poursuite de la politique étatique).

Mots-clés : Ordre public, environnement, étiquetage énergétique, diagnostic de performance énergétique, consommation citoyenne, information, Etat post-moderne, contractualisation de la société

ns techniques

dition

document PDF

ns complémentaires



origine :

univ-pantheon-assas-ori-7382

source : Ressource documentaire
